

## Leçon 2.3



# Droits humains

### Objectifs, pertinence et résultats de l'apprentissage

#### Objectifs

Expliquer les devoirs du personnel de maintien de la paix de l'ONU en matière de promotion et de protection des droits humains en tant que priorité transversale des opérations de maintien de la paix de l'ONU.


#### Pertinence

Il incombe au personnel de maintien de la paix de protéger et de promouvoir les droits humains dans le cadre de son travail. Les droits humains constituent un pilier essentiel de l'ONU. La promotion et la protection des droits humains font partie de tous les mandats et structures des missions de maintien de la paix de l'ONU.

Cette leçon explique les responsabilités qui vous incombent en matière de droits humains dans le pays hôte. Vous devez être en mesure de détecter les violations ou atteintes aux droits humains et savoir comment réagir face à ce type de situation.

#### Diapositive 1



2.3 Droits humains 

#### Objectifs

- Expliquer les devoirs du personnel de maintien de la paix de l'ONU en matière de promotion et de protection des droits humains en tant que priorité transversale des opérations de maintien de la paix de l'ONU.

#### Pertinence

- Dans vos fonctions de maintien de la paix, vous êtes tenu de protéger et de promouvoir les droits humains.
- Les droits humains constituent un pilier essentiel de l'ONU.
- La promotion et la protection des droits humains font partie de tous les mandats et structures des missions de maintien de la paix de l'ONU.

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 1


### Résultats de l'apprentissage

Les apprenants seront en mesure :

1. De faire la distinction entre les violations des droits humains des atteintes aux droits humains.
2. D'identifier les politiques de l'ONU en matière de droits humains qui sont pertinentes pour le maintien de la paix et d'expliquer le rôle central qu'elles jouent dans les opérations de maintien de la paix.
3. D'identifier les rôles liés aux droits humains dans une mission de maintien de la paix de l'ONU.
4. De dresser la liste des mesures à mettre en œuvre lorsque des violations des droits humains sont détectées et de se préparer à prendre ces mesures lors du déploiement.

### Diapositive 2



2.3 Droits humains 

**Résultats de l'apprentissage**

1. Faire la distinction entre les violations des droits humains et les atteintes aux droits humains.
2. Identifier les politiques de l'ONU en matière de droits humains qui sont pertinentes pour le maintien de la paix et expliquer leur rôle central dans les opérations de maintien de la paix.
3. Identifier les rôles liés aux droits humains dans une mission de maintien de la paix de l'ONU.
4. Dresser la liste des mesures à mettre en œuvre lorsque des violations des droits humains sont constatées et se préparer à prendre ces mesures lors du déploiement.

MFBDP de l'ONU 2025 Diapositive 2

## Aperçu de la leçon



**Durée minimale de la leçon : 45 minutes** (Activité d'apprentissage 2.3.1 incluse).

La leçon	Pages	Diapositives
Activité d'apprentissage obligatoire 2.3.1 : le traumatisme de guerre	5	3
Définitions	5-7	4-6
Cadre juridique – Souligner le caractère central et légitime des droits humains	8-9	6
Importance de la protection des droits humains	9-11	7
Les droits humains dans le maintien de la paix	12-13	8
Rôles et responsabilités des agents de maintien de la paix de l'ONU	13-15	9
Rôles et responsabilités au niveau de la mission	15-26	10-14
Partenaires de l'ONU qui jouent un rôle de premier plan en matière de droits humains	27-28	15
Politiques et principes de l'ONU en matière de droits humains	29-35	16-19
Clôture de la leçon	36	20
<b>Document – Résumé des messages clés</b>	<b>37-38</b>	<b>–</b>

### Activité d'apprentissage facultative

Activité d'apprentissage facultative 2.3.2 : Droits humains – Violations et atteintes	Voir 2.3 Aide à l'apprentissage
Activité d'apprentissage facultative 2.3.3 : Informations essentielles à consigner	

Activité d'apprentissage facultative 2.3.4 : Droits humains – les fondamentaux



**Conseils aux formateurs :** Consultez la partie 2.3 Aide à l'apprentissage pour obtenir des conseils sur la présentation de la leçon, des consignes sur les activités d'apprentissage obligatoires, des activités d'apprentissage facultatives et une évaluation de l'apprentissage.

### La leçon



**Conseils aux formateurs :** Présentez le thème de la leçon, son objectif, sa pertinence et les résultats de l'apprentissage. Cette leçon sur les droits humains est la première leçon à aborder les mandats de protection.

Elle sert de base aux leçons suivantes sur les mandats de protection : protection des civils (PdC), protection de l'enfance, prévention de la violence sexuelle liée aux conflits (VSLC). Le thème des droits humains est un thème générique qui fédère d'autres tâches thématiques transversales de maintien de la paix.



**Message clé n°1 :** Les droits humains sont des droits inhérents (permanents et essentiels) à tous les êtres humains, quels que soient leur nationalité, leur lieu de résidence, leur sexe, leur orientation sexuelle et leur identité de genre, leur origine nationale ou ethnique, leur couleur de peau, leur religion, leur langue ou tout autre statut (voir Leçon 1.4). Nous avons tous le droit d'exercer nos droits humains sans discrimination et sur un pied d'égalité.

## Activité d'apprentissage obligatoire 2.3.1

### Diapositive 3



2.3 Droits humains 

**Activité d'apprentissage obligatoire 2.3.1 : Traumatisme de guerre**

---

**Objet :** Identifier les droits humains qui sont fréquemment menacés dans les conflits et qui doivent faire l'objet d'une attention urgente de la part du personnel de maintien de la paix de l'ONU

**Temps imparti :** 15 minutes

MFBPD de l'ONU 2025
Diapositive 3

Traumatisme de guerre	
<b>Méthode</b>	Témoignages, brainstorming et discussion de groupe
<b>Objet</b>	Identifier les droits humains qui sont fréquemment menacés dans les conflits et qui doivent faire l'objet d'une attention urgente de la part du personnel de maintien de la paix de l'ONU
<b>Temps imparti</b>	12 à 15 minutes
Voir le dossier 2.3 Aide à l'apprentissage pour consulter les consignes.	

## Définitions



**Conseils aux formateurs :** Récapitulez la définition fondamentale des droits humains présentée dans la Leçon 1.4 du Module 1. Vous pouvez reprendre les messages clés sur les droits humains de la Leçon 1.4 pour faire la transition avec cette leçon. Effectuez un brainstorming avec les participants sur les différences entre les **violations des droits humains** et les **atteintes aux droits humains** et demandez-leur de donner des exemples de ces deux catégories. Préparez des notes sur la section suivante de la leçon pour débriefer ce brainstorming.




**Message clé n°2 :** Les violations des droits humains sont différentes des atteintes aux droits humains. Les agents de maintien de la paix de l'ONU doivent connaître et reconnaître la différence entre les deux concepts.

### Violation des droits humains

#### Diapositive 4



2.3 Droits humains 

#### Violation des droits humains

- Situation dans laquelle des représentants de l'État ignorent les droits humains des personnes ou agissent d'une manière qui les nie ou les met en péril.
- Les actions intentionnelles qui entraînent une violation des droits humains comprennent :
  - L'arrestation et la détention sans mandat d'arrêt ni motif raisonnable
  - La torture d'une personne détenue par la police ou l'armée
  - Les viols de femmes et de jeunes filles par des soldats
  - Les tirs de police sur des manifestants pacifiques.

MFBDP de l'ONU 2025 Diapositive 4

Les droits humains s'appliquent à chaque être humain. Les droits humains sont considérés comme protégés lorsque tous les membres d'une communauté ou d'une société sont en mesure de les exercer pleinement. Les États sont censés protéger ces droits pour leur population.

Le droit international relatif aux droits de l'homme (DIDH) définit les responsabilités d'un État envers ses citoyens. Toute personne exerçant une fonction officielle au sein de l'État a le devoir de protéger les droits humains pour cet État. Cela inclut les policiers, les soldats, les juges, les fonctionnaires locaux et les autres représentants du gouvernement.

Lorsque les personnes redevables de cette obligation l'ignorent ou agissent d'une manière qui porte atteinte aux droits humains, elles manquent à leur devoir. Ce faisant, elles violent les droits humains.

Par conséquent, une **violation des droits humains est un manquement de l'État**, par action ou par omission, à ses obligations juridiquement contraignantes de respecter, protéger et garantir les droits humains de ses citoyens.

Les actions intentionnelles qui entraînent des violations des droits humains peuvent inclure :

- L'arrestation ou la détention par un agent de police sans les documents requis (mandat d'arrêt) ou sans motif (de manière arbitraire)
- La torture d'une personne détenue par la police ou l'armée
- Les viols de femmes et de jeunes filles par des soldats
- Les tirs de police sur des manifestants pacifiques.



### Exemples

Absence d'action entraînant des violations des droits humains :

- Un gouvernement qui ne fournit pas les services de base à un groupe de personnes déplacées internes (PDI), par exemple la nourriture, l'eau et un abri adéquat
- Un représentant local du ministère de l'Éducation qui ne prend pas de mesures pour permettre aux filles d'aller à l'école
- Un État qui ne mène pas d'enquête, ne poursuit pas les cas de viol commis par des agents du gouvernement ou ne les punit pas de manière appropriée.

## Atteinte aux droits humains

### Diapositive 5



2.3 Droits humains 

#### Atteinte aux droits humains

- Plus large que les violations des droits humains
- Les atteintes aux droits humains sont des actes commis par des acteurs non étatiques qui empêchent les gens de jouir de leurs droits fondamentaux
- Les acteurs non étatiques comprennent les groupes rebelles, les milices, les entreprises ou encore les particuliers




MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 5

L'expression « atteinte aux droits humains » est plus large que l'expression « violation des droits humains ». Les violations des droits humains sont des actes commis par des acteurs non étatiques qui empêchent les gens de jouir de leurs droits fondamentaux. Les acteurs non étatiques comprennent les groupes rebelles, les milices, les entreprises ou les particuliers.

## Cadre juridique – Souligner le caractère central et légitime des droits humains

### Diapositive 6



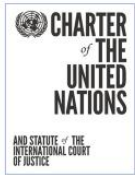


2.3 Droits humains 

**Cadres juridiques**

**Souligner le caractère central et légitime des droits humains**

- Charte des Nations Unies
- Droit international relatif aux droits de l'homme
- Droit international humanitaire
- Résolutions du Conseil de sécurité



MFBDP de l'ONU 2025 Diapositive 6



**Conseils aux formateurs :** Le Module 1 présentait le cadre juridique international des droits humains et du droit humanitaire. Récapitulez avec les participants les principaux éléments du cadre juridique qui obligent le personnel des opérations de maintien de la paix de l'ONU à promouvoir et à protéger les droits humains. Effectuez un brainstorming pour faire surgir des détails spécifiques à rappeler à l'ensemble du groupe.



**Message clé n°3 :** Le cadre juridique pour la promotion et la protection des droits humains dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU comprend les éléments suivants, qui soulignent le caractère central et légitime des droits humains dans toutes les activités de l'ONU.

- Charte des Nations Unies
- Droit international relatif aux droits de l'homme (DIDH)
- Droit international humanitaire (DIH)
- Résolutions du Conseil de sécurité.

Le Conseil de sécurité confie de plus en plus souvent aux opérations de paix et aux missions politiques spéciales (MPS) le mandat de protéger et de promouvoir les



droits humains avant, pendant et après les conflits, et de protéger les civils en situation de conflit armé qui sont exposés à une menace imminente de violence physique.



### Exemples


La Résolution 1894 (2009) du Conseil de sécurité sur la protection des civils dans les conflits armés souligne que le fait de prendre délibérément pour cible des civils et de violer systématiquement le droit humanitaire et les droits humains qui sont censés les protéger peut constituer une menace pour la paix et la sécurité internationales. Elle stipule également que les activités de protection sont prioritaires. Elle souligne l'importance des stratégies de protection globales qui prévoient une redevabilité pour les violations et les atteintes aux droits humains.

La mise en œuvre effective d'un mandat de protection des civils exige des ressources suffisantes ainsi qu'un suivi, des actions de plaidoyer et des mesures de signalement des violations des droits humains en temps opportun.

## Importance de la protection des droits humains

### Diapositive 7



2.3 Droits humains 

### Importance de la protection des droits humains

**Droits humains**

*« Les droits humains ne sont pas un luxe que l'on peut s'offrir en attendant de trouver une solution aux autres problèmes du monde. Ils sont la solution à de nombreux autres problèmes dans le monde. De l'urgence climatique à l'utilisation abusive des technologies, les réponses aux crises actuelles se trouvent dans les droits humains. Les droits humains sont inhérents à la condition humaine. »*

*António Guterres, Secrétaire général*

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 7



**Message clé n°4 :** Les droits humains sont au cœur du travail de l'ONU. La paix et la sécurité, le développement et les droits humains dépendent les uns des autres et se renforcent mutuellement.

Les droits humains imprègnent tous les domaines d'activité de l'ONU. Ils s'appliquent à la paix et à la sécurité, aux affaires économiques et sociales, à la coopération en matière de développement et à l'aide humanitaire.

Ils font également partie des cinq activités du Conseil de sécurité en matière de paix et de sécurité : prévention des conflits, rétablissement de la paix, maintien de la paix, imposition de la paix et consolidation de la paix.

Les violations et les atteintes aux droits humains sont liées aux conflits. Les conflits sont à la fois une cause et une conséquence. Le respect des droits humains est au fondement d'une paix et d'une sécurité durables.

L'ONU protège et promeut les droits humains afin :

- De prévenir les conflits
- De parvenir à la paix et de la maintenir
- D'aider un pays et sa population à se relever après un conflit.

Le développement, la sécurité et les droits humains sont interdépendants

### **Les droits humains constituent un élément essentiel de la promotion de la justice et de la réconciliation.**

L'ONU n'approuvera, ne soutiendra ni ne déclarera aucune amnistie pour les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité ou les violations graves du DIH ou du DIDH. Toutefois, un gouvernement et un groupe rebelle peuvent convenir d'une amnistie dans le cadre d'un accord de paix bilatéral. En 2004, le Secrétaire général a déclaré qu'il convenait de préférer les tribunaux internationaux aux amnisties.



#### **Exemple – Division Droits de l'homme de la MINUSS**

La Division Droits de l'homme de la MINUSS a aidé la Cour martiale générale (un tribunal de première instance) soutenue par l'ONU dans le comté de Yei River, au Soudan du Sud, en mai et juin 2023. Cet appui comprenait l'assistance à la préparation des dossiers, l'organisation des informations et des preuves, le soutien aux victimes et aux témoins, l'orientation vers d'autres instances, la fourniture de conseils juridiques, le suivi des procédures et l'élaboration de rapports sur le respect des garanties d'un procès équitable. La Cour martiale générale a condamné 12 soldats des Forces de défense populaire du Soudan du Sud à des peines de prison. Ceux-ci ont été reconnus coupables de crimes tels que des meurtres, des viols, du harcèlement sexuel et des coups et blessures graves. Les soldats condamnés ont été emprisonnés pour des peines allant de trois mois à dix ans et ont également été condamnés à payer des amendes. La plupart d'entre eux ont été rétrogradés et congédiés des Forces de défense populaire du Soudan du Sud.

### **Le succès des opérations de maintien de la paix de l'ONU dépend de l'attention portée aux droits humains.**

Les résultats des opérations de maintien de la paix de l'ONU se mesurent largement et en dernier ressort à l'aune de leur contribution à la protection des droits humains, y compris dans les situations de menace imminente de violence physique, et à la prévention de nouvelles violations. Le Conseil de sécurité confie à la plupart des opérations de maintien de la paix basées sur un modèle multidimensionnel le mandat de promouvoir et de protéger les droits humains. Les tâches visant à garantir le respect des droits humains et la redevabilité en cas de violations et d'abus comprennent :

- Le suivi, les enquêtes et le signalement des violations et des atteintes aux droits humains.
- L'autonomisation des populations pour faire en sorte qu'elles revendiquent et fassent valoir leurs droits humains
- Le renforcement des capacités de l'État et des acteurs et institutions nationaux à :
  - Respecter leurs obligations en matière de droits humains
  - Défendre l'État de droit.

En outre, les politiques de l'ONU exigent que toutes les missions fassent avancer les droits humains dans le cadre de la mise en œuvre de leur mandat, même si elles n'ont pas de mandat explicite de protection des droits humains ni de composante « Droits de l'homme ». Cela souligne le rôle central des droits humains dans le travail de toutes les missions de paix de l'ONU.

Le Conseil de sécurité inclut des « tâches thématiques transversales » dans la plupart des mandats des opérations de maintien de la paix de l'ONU :

- La PdC
- La lutte contre la violence sexuelle liée aux conflits (VSLC).
- La protection de l'enfance
- La protection des droits des femmes dans le cadre de l'agenda Femmes, paix et sécurité (FPS).

Toutes ces tâches thématiques transversales sont étroitement liées aux droits humains. Tous les membres du personnel de maintien de la paix partagent la responsabilité de protéger et de promouvoir les droits humains dans le cadre de leur travail.

## Les droits humains dans le maintien de la paix de l'ONU

### Diapositive 8



2.3 Droits humains 

#### Les droits humains dans le maintien de la paix de l'ONU

- Intégrer ces problématiques dans la vie quotidienne
- Soutenir les capacités nationales
- Reconnaître les violations des droits humains et les atteintes aux droits humains
- Réagir correctement, au minimum en signalant les violations et atteintes



MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 8



**Message clé n°5 :** Dans ses travaux, l'ONU soutient la promotion, la protection et le respect des droits humains au sein d'un pays. Cela s'applique aux opérations de maintien de la paix de l'ONU dans leur ensemble et à l'ensemble du personnel de maintien de la paix.

La protection et la promotion des droits humains relèvent de la responsabilité de chacun. À cet effet, il est nécessaire :

- D'intégrer les droits humains dans le travail quotidien
- De promouvoir le renforcement durable des capacités en matière de droits humains.

Il incombe aux dirigeants, responsables et commandants de se tenir au fait des politiques de l'ONU en matière de droits humains dans le cadre des opérations de maintien de la paix.

Il leur incombe de s'assurer que tous les membres du personnel de maintien de la paix :

- Sachent repérer les violations des droits humains et les atteintes aux droits humains


- Réagissent correctement, au minimum en signalant les violations et les atteintes.

Les membres du personnel de maintien de la paix doivent adopter une conduite conforme aux normes en matière de droits humains.

## Rôles et responsabilités des agents de maintien de la paix de l'ONU

### Diapositive 9



2.3 Droits humains

#### Rôles et responsabilités des agents de maintien de la paix de l'ONU

- Si vous êtes témoin d'une violation ou d'une atteinte aux droits humains, **consignez au minimum les faits**
- Préparez un rapport en respectant les procédures de la mission
- **Signalez immédiatement** la violation des droits à vos commandants ou responsables et à la composante Droits de l'homme
- Tenez systématiquement la composante Droits de l'homme informée

MFBPD de l'ONU 2025Diapositive 9



**Message clé n°6 :** S'il est témoin d'une violation des droits humains ou d'une atteinte aux droits humains, l'agent de maintien de la paix doit, dans la mesure du possible, intervenir.

Ce que chaque agent de maintien de la paix peut faire **est variable** et **dépend de la situation**.

**Préparez-vous avant votre déploiement :** Informez-vous sur la situation en matière de droits humains dans le contexte dans lequel vous serez déployé.

Si vous êtes témoin d'une violation ou d'une atteinte aux droits humains, **consignez au minimum les faits**, notamment :

- La date, l'heure et le lieu de l'incident
- Qui est impliqué : Les auteurs de l'acte, les personnes touchées et les témoins
- Ce qui s'est passé : Indiquez comment, quand et où cela s'est produit, en énumérant tous les éléments dans l'ordre dans lequel vous les avez observés

- Le nom et le poste de l’auteur
- Les noms et adresses des victimes et des témoins éventuels
- Toute autre information importante.

**Préparez un rapport en suivant les procédures de la mission.** Dressez la liste des articles spécifiques de la Déclaration universelle des droits de l’homme qui ont été violés.

- **Signalez immédiatement** les informations sur la violation des droits humains à vos commandants ou responsables ainsi qu’à la composante Droits de l’homme. Tenez systématiquement la composante Droits de l’homme et les autres composantes concernées informées des questions relatives aux droits humains.

Autres interventions possibles des agents de maintien de la paix lorsqu’ils sont témoins de violations ou d’atteintes aux droits humains :

- **Intervenez de manière adéquate** pour mettre fin aux violations ou aux atteintes si la situation et le mandat de la mission le permettent. Le type d’intervention dépend de votre rôle et de votre mandat. Le personnel militaire peut prendre des mesures militaires directes pour protéger la vie des civils. Les unités de police constituées, qui font partie de la police de l’ONU (UNPOL), peuvent également être autorisées à employer la force conformément à la Directive sur le recours à la force.
- **Consultez la composante Droits de l’homme sur les questions relatives aux droits humains.** Signalez systématiquement les faits, partagez les informations et coordonnez votre action avec la composante Droits de l’homme. Sollicitez des conseils et menez des consultations sur les mesures à mettre en œuvre. Coordonnez systématiquement votre action avec la composante Droits de l’homme car le travail sur les droits humains est complexe et délicat. Le personnel de maintien de la paix doit faire preuve de la plus grande prudence lorsqu’il vient en aide aux victimes et aux survivants des violations ou atteintes aux droits humains.
- **Protégez les informations sensibles et respectez la confidentialité des parties.** Veillez à ce que les informations sensibles relatives à l’identité des victimes, des témoins ou des sources ne soient pas indûment divulguées. Cela s’applique à la collecte d’informations et à l’élaboration de rapports. La divulgation d’informations sensibles peut mettre la sécurité en péril et compromettre la confidentialité. Soyez prudent lorsque vous vous exprimez en groupe ou devant d’autres personnes.
- **Ne menez pas d’auditions approfondies.** Si vous n’avez pas suivi de formation spécialisée et si cela ne fait pas partie de vos fonctions, vous ne devez pas poser de questions ni mener d’auditions approfondies, en particulier avec des enfants et des victimes ou survivants de violences sexuelles. Veillez à consigner uniquement les informations essentielles. Si


une personne souhaite vous fournir des informations sur un incident, écoutez-la avec respect et notez ce qu'elle a vu ou ce qu'elle vous a dit.

- **Si vous travaillez avec des traducteurs locaux**, assurez-vous qu'ils sont intègres et vérifiez qu'ils comprennent bien les problématiques relatives aux droits humains. Assurez-vous qu'ils possèdent les compétences nécessaires pour mener des auditions sur des sujets difficiles.
- **Évitez de susciter de faux espoirs chez les victimes et les témoins.** Soyez franc et cohérent lors de l'explication du mandat et ses limites.
- **Continuez à suivre la situation.** Voici quelques exemples d'actions connexes :
  - Patrouilles et observations répétées
  - Visites de postes de police
  - Engagement auprès des homologues locaux.

## Rôles et responsabilités au niveau de la mission

### Diapositive 10



2.3 Droits humains 

**Composante Droits de l'homme**

- Conseille le RSSG/CDM
- Placée sous la responsabilité conjointe du RSSG/CDM et du Haut-commissariat
- Surveille et mène des enquêtes sur les violations / atteintes aux droits humains
- Rédige des rapports internes et publics
- Assure des missions de plaidoyer et d'intervention
- Renforce les capacités nationales/locales
- Assure la coordination et l'intégration des droits humains dans les opérations de maintien de la paix, l'EPNU et l'équipe de pays humanitaire de l'ONU.

MFBDP de l'ONU 2025 Diapositive 10



**Message clé n°7 :** La composante Droits de l'homme fait partie de la composante civile d'une mission de maintien de la paix de l'ONU. Elle conseille et assure la coordination des questions relatives aux droits humains.

Le Haut-commissariat aux droits de l'homme (HCDH) a intégré des éléments relatifs aux droits humains dans les opérations de paix et les missions politiques de l'ONU.

Ce système a remplacé un système de bureaux locaux distincts du HCDH dans les pays où le Conseil de sécurité déployait de telles opérations.

**Le chef de la composante Droits de l'homme** représente le Haut-commissariat aux droits de l'homme (le chef du HCDH) dans la zone de la mission.

La composante :

- Conseille le représentant spécial du Secrétaire général (RSSG).
- Est placée sous la responsabilité conjointe du RSSG/CDM et du Haut-commissariat
- Bénéficie du soutien, des conseils techniques et des orientations du HCDH.

Les **tâches essentielles** de la composante Droits de l'homme sont les suivantes :

- Surveiller et mener des enquêtes sur les violations et les atteintes aux droits humains
- Produire des rapports internes et des rapports publics sur les questions et activités relatives aux droits humains :
  - Rapports internes : Destinés à être distribués et utilisés uniquement par la composante Droits de l'homme, l'opération de maintien de la paix et le HCDH.
  - Rapports publics : Diffusés publiquement, notamment au sein de la société hôte, aux partenaires internationaux et dans les médias.
- Mener des actions de plaidoyer et intervenir sur les questions relatives aux droits humains, ce qui va de la diplomatie discrète à la condamnation publique
- Renforcer la capacité du gouvernement hôte, de la société civile et des institutions nationales de défense des droits humains à protéger et promouvoir les droits humains
- Coordonner les travaux en matière de droits humains et contribuer à les inscrire dans l'ADN de l'opération de maintien de la paix de l'ONU, de l'équipe de pays de l'ONU (EPNU) et de l'équipe humanitaire du pays.

**Les spécialistes des droits humains** exécutent le mandat de la mission en matière de droits humains. Ils collaborent avec certains partenaires pour appliquer une approche intégrée des droits humains.

**Les équipes chargées des droits humains** sur le terrain travaillent en étroite collaboration avec d'autres composantes civiles et en uniforme. Les partenariats prioritaires portent sur :

- La PdC
- La VSLC



- La protection de l'enfance
- La réforme juridique et judiciaire
- La réforme du secteur de la sécurité et la gouvernance (RSS&G)
- La réforme du système pénitentiaire.




**Message clé n°8 :** Toutes les composantes d'une mission contribuent à la protection des droits humains dans leurs tâches quotidiennes.

Certaines unités travaillent en étroite collaboration avec la composante Droits de l'homme et intègrent les droits humains dans tous les aspects de leur travail.

### Diapositive 11



2.3 Droits humains 

**Composantes travaillant en étroite collaboration avec la composante Droits de l'homme**

- État de droit et justice
- Composante pénitentiaire
- Unité Genre
- Conseiller à la protection des femmes (CPF)
- Conseiller à la protection de l'enfance (CPE)
- Conseiller à la protection des civils (PdC)

MFBDP de l'ONU 2025 Diapositive 11

### État de droit (EdD) et justice

- L'État de droit (EdD) rend les droits humains possibles. Il prévient les violations et les discriminations dans le système judiciaire et lutte contre l'impunité.
- Les unités chargées de l'EdD et de la justice contribuent à l'élaboration de stratégies en matière d'EdD et à la réforme du système judiciaire. Elles veillent à ce que les normes internationales relatives aux droits humains constituent le point de référence fondamental pour l'analyse juridique, l'évaluation, la programmation, le suivi et l'évaluation.
- Les spécialistes des affaires judiciaires conseillent et forment les acteurs du système judiciaire national et suivent l'évolution de la situation en matière de justice.

- Les composantes Droits de l'homme et EdD/justice ont établi un partenariat solide basé sur un engagement fréquent auprès des mêmes institutions du système judiciaire. Souvent, les composantes Droits de l'homme suivent les procès conjointement avec les spécialistes des affaires judiciaires ou partagent des informations avec eux sur le traitement des affaires ou les décisions judiciaires.

### **Affaires pénitentiaires**

- Les spécialistes des affaires pénitentiaires s'occupent du système carcéral. Ils donnent des conseils sur les politiques et les procédures à mettre en œuvre pour améliorer le fonctionnement du système, qui doit se conformer aux normes internationales en matière de droits humains relatives à la détention.
- Les tâches de ces unités comprennent :
  - La rénovation des cellules et des prisons
  - L'appui aux autorités nationales en matière de recrutement du personnel pénitentiaire
  - L'encadrement et le mentorat des spécialistes des affaires pénitentiaires nationaux, notamment en ce qui concerne le traitement adéquat des détenus
  - La coordination avec les composantes Droits de l'homme pour surveiller les lieux de détention.
- La composante Droits de l'homme est chargée de surveiller de manière indépendante les lieux de détention, les conditions carcérales et les pratiques de gestion afin de garantir leur conformité avec les normes internationales en matière de droits humains.

### **Unité Genre**

- L'unité Genre soutient les lois, les politiques, les institutions et les pratiques qui garantissent l'égalité des droits des femmes et des filles, des hommes et des garçons.
- Elle collabore avec les partenaires nationaux pour mettre en œuvre les traités relatifs aux droits humains, lutter contre la discrimination et renforcer la participation des femmes à la société.

### **Conseiller à la protection des femmes (CPF)**

- Le conseiller à la protection des femmes (CPF) est la figure de proue des questions liées à la VSLC au sein des missions de maintien de la paix de l'ONU. Les normes internationales en matière de droits humains guident l'action du CPF.

### Conseiller à la protection de l'enfance (CPE)

- Le CPE suit les violations graves commises à l'encontre des enfants dans les situations de conflit armé dans le cadre d'un mécanisme d'élaboration de rapports et de suivi.
- Le CPE préconise des mesures à mettre en œuvre pour répondre aux violations des droits de l'enfant identifiées par les missions comme des préoccupations majeures en matière de protection de l'enfance.

Les conseillers et les unités chargés de la protection de l'enfance travaillent en partenariat et coordonnent leur action avec la composante Droits de l'homme. Ils échangent régulièrement des informations avec elle sur les violations des droits humains des enfants.


### Protection des civils (PdC)

- Le bureau de PdC soutient les initiatives visant à intégrer la PdC dans l'ensemble des activités de la mission et des organismes nationaux chargés des mêmes thématiques.
- La composante Droits de l'homme apporte les contributions suivantes à la protection des civils :
  - Élaboration de rapports et suivi des violations et des atteintes aux droits humains
  - Analyse et partage des informations pertinentes avec les autres composantes.

**Les autres unités qui contribuent à la protection des droits humains dans le cadre du maintien de la paix sont décrites ci-dessous.**

### Diapositive 12



2.3 Droits humains 

**Autres composantes soutenant les droits humains**

- Réforme du secteur de la sécurité (RSS)
- Affaires civiles
- Assistance électorale
- Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR)
- Affaires politiques
- RSSG/CDM et RSASG/CR/CH

MFBDP de l'ONU 2025 Diapositive 12

### Réforme du secteur de la sécurité (RSS)

- Les composantes des missions qui contribuent à la réforme du secteur de la sécurité (RSS) veillent à ce que les réformes reflètent les normes en matière de droits humains.
- Le thème des droits humains doit faire partie de la formation de base des nouvelles forces militaires et des services de police.
- Les droits humains font également partie des stratégies de RSS qui consistent à vérifier les antécédents des nouveaux agents et à assurer la redevabilité des institutions de sécurité.
- La RSS doit être menée conformément à la Politique de diligence voulue en matière de droits humains dans le cadre de l'appui de l'ONU aux forces de sécurité non onusiennes (2013).

### Affaires civiles

- Les spécialistes des affaires civiles travaillent avec les fonctionnaires civils et les administrateurs publics du pays hôte.
- Tous les conseils et la formation dispensés aux fonctionnaires civils doivent porter sur les principes des droits humains et leur application à la gestion d'un État.
- Les spécialistes des affaires civiles jouent un rôle utile dans les domaines suivants :
  - Collecte d'informations sur les droits humains
  - Information des acteurs de la société civile et de la population en général sur leurs droits
  - Aiguillage des victimes de violations et d'atteintes aux droits humains vers la composante Droits de l'homme et signalement à cette même composante des situations nécessitant une intervention.

### Assistance électorale

- Le droit de vote et le droit d'être élu sont des droits politiques fondamentaux.
- Les unités d'assistance électorale s'assurent que la législation et les processus électoraux sont équitables et participatifs. Elles veillent à ce que la population comprenne le processus électoral et puisse s'inscrire sur les listes et voter sans ingérence ni discrimination. Certaines mesures spéciales peuvent aider les personnes analphabètes à faire valoir leurs droits électoraux.
- En période électorale, la composante Droits de l'homme intensifie son travail de suivi, de plaidoyer et d'élaboration de rapports.

### **Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR)**

- La composante Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) est chargée de fournir des conseils et un appui aux autorités nationales afin de garantir que la conception et la mise en œuvre des programmes de DDR sont fondées sur le DIDH.
- La composante DDR veille à ce que les enfants et les femmes bénéficient d'une protection spéciale pendant la démobilisation des forces militaires et des groupes armés.
- Les enfants et les femmes associés aux forces et groupes armés, ainsi que les anciennes combattantes, bénéficient d'un soutien spécifique dans le cadre des programmes de DDR.

### **Affaires politiques**

- Les spécialistes des affaires politiques :
  - Suivent l'évolution de la situation politique dans un pays et conseillent la direction de la mission sur ces thématiques.
  - Collaborent avec les partenaires en matière de droits humains afin de prévenir les violations et les atteintes, en utilisant les informations qu'ils recueillent sur les contentieux et conflits potentiels.
  - Aident les parties au conflit à parvenir à un accord de paix. Dans ces fonctions essentielles, ils favorisent la prise en compte des droits humains dans ces accords.
- Les normes internationales en matière de droits humains sont appliquées dans toutes les interactions avec le gouvernement hôte et les parties à un conflit, notamment :
  - La représentation et la participation des groupes minoritaires au sein des organes législatifs et exécutifs
  - L'interdiction d'inscrire, dans les accords de paix, des amnisties générales pour les auteurs de violations des droits humains.

### **Représentant spécial du bureau du Secrétaire général (RSSG) / CDM.**

- Les responsabilités du RSSG/CDM comprennent :
  - Le respect des droits humains dans la mise en œuvre du mandat
  - La mise en avant des droits humains dans les discussions et les politiques
  - L'obligation de montrer l'exemple en matière de droits humains
  - La démonstration constante de l'engagement de l'ONU et de la mission en faveur des droits humains

- La promotion des droits humains, la protection des personnes contre les violations et les atteintes et la réponse rapide de la mission lorsqu'elles se produisent.


### **RSSG adjoint / CR / CH**

- Un RSASG peut avoir une triple casquette. Cela signifie qu'une seule personne occupant un seul poste assume trois fonctions clés : les rôles de coordonnateur résident de l'ONU (CR) et de coordonnateur humanitaire (CH) s'ajoutent à celui de RSASG (RSASG/CR/CH).
- Le CH est responsable de la gestion des opérations humanitaires de l'ONU dans un pays.
- L'action humanitaire est menée conjointement avec la composante Droits de l'homme. Les droits humains doivent être intégrés dans les activités et programmes humanitaires. Cela concerne :
  - L'évaluation des besoins humanitaires
  - Les processus de collecte d'informations
  - Les stratégies existantes en matière de protection et de relèvement précoce.

### **Rôles particuliers de la composante police**

#### **Diapositive 13**



2.3 Droits humains 

**Rôles particuliers de la composante police**

- Encadrement de la police du pays
- Prise en charge des vérifications, de la formation et du conseil
- Enquêtes
- Élaboration de rapports à l'intention de la composante Droits de l'homme
- Préparation à intervenir

MFBDP de l'ONU 2025 Diapositive 13



**Message clé n°9 :** Le respect des droits humains est au cœur du travail de la police de l'ONU dans le cadre des opérations de maintien de la paix. Ce rôle peut inclure des travaux de

mentorat, de vérification et de conseil, d'enquête, d'élaboration de rapports et d'intervention.

Le mandat d'UNPOL est différent pour chaque mission :

- Dans certaines missions, UNPOL encadre les services de police du pays hôte
- Dans les missions plus complexes, les mandats d'UNPOL couvrent la formation, le conseil et l'aide à la mise en place et au renforcement des services de police nationaux
- Dans de rares cas, UNPOL est responsable de l'application de la loi et du maintien de l'ordre.

Dans tous leurs domaines d'activité et dans tous les aspects de leur travail, les agents de police doivent veiller au respect des normes internationales en matière de droits humains. Ces dispositions rigides en matière de droits humains s'étendent à tous les domaines :


- **Mentorat** : Le Conseil de sécurité confie souvent à UNPOL un mandat de mentorat de la police nationale. Dans le cadre de contacts quotidiens, les membres d'UNPOL renforcent les capacités à :
  - Procéder à des arrestations et à des détentions, en veillant à ce que les arrestations soient légales, que les droits des personnes arrêtées soient respectés et que les détenus soient enregistrés et traités avec humanité
  - Veiller à ce que les conditions de détention dans les cellules de garde à vue soient conformes aux normes minimales de l'ONU
  - Mener les enquêtes et interrogatoires à des fins légitimes et dans le respect des procédures standardisées.
- **Vérification des antécédents, formation et conseil** : Ce rôle important fait partie intégrante de la RSS. UNPOL peut contribuer à vérifier les antécédents des membres des services de police locaux nouveaux ou restructurés, à les former et à les conseiller. Il s'agit là d'occasions idéales de s'assurer que la formation de base aborde la question des droits humains et que tous les membres d'une nouvelle force de police comprennent et sont en mesure d'appliquer les principes des droits humains. Les responsables des droits humains travaillent souvent avec UNPOL pour former les services de police locaux aux droits humains et les conseiller sur les procédures de vérification des antécédents.
- **Enquête** : La composante Droits de l'homme peut faire appel à l'expertise d'UNPOL lors d'enquêtes sur des violations graves des droits humains. Dans certaines missions, des officiers d'UNPOL ont été intégrés aux équipes d'enquête dans le cadre de la composante Droits de l'homme. Certains agents d'UNPOL dotés de compétences spécifiques, par exemple de compétences médico-légales, ont apporté leur soutien aux enquêtes sur les droits humains.

- **Rédaction de rapports :** UNPOL travaille généralement aux côtés de la police nationale dans l'ensemble du pays hôte. L'ONU attend de ces agents et du personnel militaire de maintien de la paix qu'ils soient les yeux et les oreilles de la mission en matière de droits humains. Le personnel de maintien de la paix doit documenter toutes les violations présumées des droits humains. Il doit ensuite transmettre des rapports à la composante Droits de l'homme et aux autres unités compétentes, telles que les unités chargées de la protection de l'enfance et les unités Genre, à des fins d'analyse et de suivi.
- **Intervention :** Lorsqu'elle est confrontée à une violation, UNPOL doit également être prête à intervenir.

### Rôles particuliers de la composante militaire

#### Diapositive 14



2.3 Droits humains 

**Rôles particuliers de la composante militaire**

- Création d'un environnement sûr et sécurisé
- Protection physique des civils
- Élaboration de rapports et suivi
- Soutien à la composante Droits de l'homme et aux partenaires
- Contact continu avec les forces et groupes armés
- Renforcement de la crédibilité de la mission
- Protection physique des civils

MFBDP de l'ONU 2025 Diapositive 14



**Message clé n°10 :** Le personnel militaire de maintien de la paix joue un rôle essentiel dans l'exécution du mandat des missions en matière de droits humains à la fois en garantissant un environnement sûr, la protection physique, l'élaboration de rapports et le suivi des violations des droits humains et en soutenant les composantes et les partenaires chargés des droits humains.

**Environnement sûr :** Le personnel militaire de maintien de la paix garantit un environnement sûr et sécurisé, ce qui est important pour éviter les violations et/ou les atteintes aux droits humains. Il patrouille, contrôle les frontières et établit des points de contrôle et des cordons à proximité des camps de réfugiés et de personnes déplacées. Il effectue ce travail aux côtés d'UNPOL.



**Protection physique :** Dans la plupart des missions de maintien de la paix, le personnel militaire est chargé d'assurer la protection physique des civils menacés de violences physiques en employant la force armée. Le personnel militaire doit être prêt à intervenir en cas de violations et d'atteintes aux droits humains, conformément au mandat de la mission et aux règles d'engagement (RdE).

Le commandant de la force, le chef de la composante Droits de l'homme et les autres chefs de composantes sont tenus de travailler main dans la main pour **anticiper les crises éventuelles, l'escalade de la violence et la flambée des violations.**

**Élaboration de rapports et suivi relatifs au respect des droits humains :** Les militaires chargés du maintien de la paix constituent souvent la composante la plus importante, avec une large présence opérationnelle et des possibilités d'observer et de surveiller les groupes armés et les civils. Ils peuvent recueillir des informations importantes sur la situation en matière de droits humains et sur les activités susceptibles d'entraîner des violations. La composante Droits de l'homme analyse les signalements qu'elle reçoit de la part de la composante militaire et y répond.

**Soutien à la composante Droits de l'homme et aux partenaires :** Les militaires chargés du maintien de la paix escortent les équipes mobiles de la composante Droits de l'homme et les convois humanitaires. Ils partagent également des informations avec la composante Droits de l'homme et les partenaires. Le soutien aux travaux de la composante Droits de l'homme comprend les activités suivantes :

- Discussions relatives aux défis spécifiques à une région
- Patrouilles communes ou visites sur le terrain
- Échange d'informations pertinentes sur la conduite des activités et des déplacements des forces et des groupes armés
- Fourniture de conseils sur les questions militaires techniques
- Organisation de réunions entre les responsables des droits humains et les forces ou groupes armés.

**Portée et influence :** Les militaires chargés du maintien de la paix sont en contact avec différents groupes armés réguliers et irréguliers. Ils peuvent aborder les questions relatives aux droits humains avec leurs homologues, y compris les militaires de haut rang au niveau local et les chefs de groupes armés. Dans certains cas, ils peuvent avoir un rôle direct dans la formation et la réforme des forces armées locales. Ils peuvent servir de modèles aux forces armées locales et leur montrer comment des militaires respectueux de la loi respectent également les droits humains des personnes qu'ils protègent.

**Renforcement de la crédibilité de la mission :** Les militaires chargés du maintien de la paix contribuent à maintenir la crédibilité d'une opération de maintien de la paix auprès de la population locale et de la communauté internationale. Leur contribution est d'autant plus importante lorsqu'ils protègent les droits humains, préviennent les violations et établissent une norme de conduite militaire.

## Partenaires de l'ONU qui jouent un rôle de premier plan en matière de droits humains

### Diapositive 15



2.3 Droits humains 

**Partenaires de l'ONU qui jouent un rôle de premier plan en matière de droits humains**



UNITED NATIONS  
HUMAN RIGHTS  
OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER

En étroite collaboration avec les gouvernements, les entités de l'ONU et la société civile, le HCDH est à la pointe des efforts mondiaux en matière de droits humains.



UNITED NATIONS  
HUMAN RIGHTS COUNCIL

Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU examine périodiquement le bilan de tous les pays en matière de droits humains

MFBDP de l'ONU 2025 Diapositive 15



**Message clé n°11 : Le Haut-commissariat de l'ONU aux droits de l'homme (HCDH)** est l'organe de l'ONU chargé au premier chef de promouvoir et de protéger les droits humains. Son mandat émane de l'Assemblée générale de l'ONU. Le Conseil des droits de l'homme est un autre élément important du mécanisme de protection des droits humains de l'ONU.

Travaillant en étroite collaboration avec les gouvernements, les entités de l'ONU, d'autres organisations intergouvernementales et la société civile, le HCDH est à la pointe des efforts mondiaux en matière de droits humains.

Il dispose de bureaux et de centres dans de nombreux pays et régions.

Le Haut-commissariat aux droits de l'homme (HCDH) assure le suivi des droits humains. Ce travail de suivi consiste à recueillir activement des informations sur les préoccupations en matière de droits humains, à vérifier leur exactitude et à les utiliser. Le suivi assuré par le HCDH peut constituer un outil d'alerte précoce pour aider les autorités nationales et les autres acteurs concernés à prendre des mesures visant à prévenir ou à réduire les violations des droits humains.

Le HCDH est dirigé par le Haut-commissaire aux droits de l'homme. Le Haut-commissaire formule régulièrement des déclarations sur la situation des droits humains dans le monde. Il est habilité à enquêter sur des dossiers et à rédiger des rapports.

Différents organes de l'ONU surveillent le respect par les États des traités internationaux relatifs aux droits humains. Le HCDH appuie ce suivi.

Le HCDH soutient également les composantes Droits de l'homme des missions de maintien de la paix de l'ONU dans plusieurs pays.



### **Exemple** – Soutien à la formation sur les droits humains

Le HCDH organise et soutient la formation aux droits humains dispensée dans le cadre des missions de maintien de la paix de l'ONU à des civils et à des membres des forces armées sur des questions telles que l'élaboration de rapports et le suivi des violations des droits humains, l'application et la mise en œuvre des directives et politiques de l'ONU (par exemple, la PDVDH, la politique de vérification, la détention) et le fonctionnement du système de suivi des droits humains de l'ONU (par exemple, le rôle des organes de l'ONU chargés des droits humains sur la base de la Charte des Nations Unies ou d'autres traités internationaux et du Conseil des droits de l'homme).


### **Conseil des droits de l'homme**

Le Conseil des droits de l'homme est un autre rouage important du mécanisme des droits humains de l'ONU. Le Conseil examine périodiquement le bilan de tous les pays en matière de droits humains dans le cadre de l'examen périodique universel. Il examine également les problèmes liés aux droits humains dans toutes les régions du monde et prend des mesures à cet égard. Le Conseil est un organe intergouvernemental composé de 47 États membres de l'ONU, élu par l'Assemblée générale de l'ONU. Il se réunit dans les bureaux de l'ONU à Genève.

## Politiques et principes directeurs de l'ONU en matière de droits humains

### Diapositive 16



2.3 Droits humains 

**Politiques et principes de l'ONU en matière de droits humains**

- Appel à l'action en faveur des droits humains (2020)
- Stratégie de l'ONU pour l'inclusion des personnes en situation de handicap (2019)
- Politique de diligence voulue en matière de droits humains (PDVDH) dans le contexte de l'appui que l'ONU fournit aux forces de sécurité non onusiennes (2013)
- Politique de l'ONU sur les vérifications des personnels de l'ONU du point de vue des droits de l'homme, 2012
- Politique de l'ONU sur les droits humains dans le cadre des opérations de maintien de la paix et des missions politiques (2011)

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 16



**Message clé n°12 :** Les politiques et principes de l'ONU orientent les travaux sur les droits humains. Les politiques et principes directeurs actuels comprennent l'*Appel à l'action en faveur des droits humains du Secrétaire général*, la Politique de diligence voulue en matière de droits humains et la Politique de l'ONU sur les vérifications des personnels en matière de droits humains.

### Appel à l'action en faveur des droits humains (2020)

S'appuyant sur des initiatives importantes telles que l'initiative « Droits de l'homme, en avant », l'appel à l'action constitue la vision transformatrice du Secrétaire général en matière de droits humains.

Les droits humains, qui sous-tendent l'action de l'ensemble du système de l'ONU, sont essentiels pour s'attaquer aux causes profondes et aux conséquences de toutes les crises complexes et pour bâtir des sociétés durables, sûres et pacifiques.

Axé sur sept domaines thématiques, l'Appel à l'action reconnaît que les droits humains sont au cœur des problèmes les plus urgents auxquels nous sommes confrontés :

- L'avènement urgent du développement durable
- La protection de toutes les personnes, quelle que soit leur situation
- L'élimination définitive des inégalités des genres

- La garantie d'un espace civique solide pour tous
- La création d'un environnement sain pour les générations futures
- La garantie d'un monde numérique sûr
- La coordination de nos actions pour faire de cette vision une réalité.

### **Stratégie de l'ONU pour l'inclusion des personnes en situation de handicap (2019)**


La stratégie de l'ONU pour l'inclusion des personnes en situation de handicap pose les jalons d'un progrès durable et transformateur en matière d'inclusion des personnes en situation de handicap dans tous les piliers de l'action de l'ONU : paix et sécurité, droits de l'homme et développement. Elle renforce l'idée que les droits humains sont universels. Elle s'applique de manière égale à tous, et des mesures spéciales sont parfois nécessaires pour garantir que les personnes faisant face à des situations différentes, par exemple les personnes en situation de handicap, puissent exercer leurs droits.

La stratégie comprend une politique et un cadre de redevabilité assortis de critères de référence pour évaluer les progrès et accélérer le changement en matière d'inclusion des personnes en situation de handicap. La politique établit une vision et un engagement du système de l'ONU en faveur de l'inclusion des personnes en situation de handicap.

### **Politique de diligence voulue en matière de droits humains (PDVDH) dans le contexte de l'appui que l'ONU fournit aux forces de sécurité non onusiennes (2013)**

#### **Diapositive 17**



2.3 Droits humains 

**Politique de diligence voulue en matière de droits humains (PDVDH)**

**Tout soutien de l'ONU à des forces non onusiennes doit :**

- Respecter la Charte des Nations Unies
- Satisfaire aux responsabilités incombant l'ONU en matière de respect et de promotion en vertu du DIDH, du DIH et du droit international des réfugiés

---

**La PDVDH protège et promeut la crédibilité, l'impartialité et les intérêts légaux de la mission**

---

MFBDP de l'ONU 2025

Diapositive 17



**Message clé n°13 :** Le respect de la Politique de diligence voulue en matière de droits humains (PDVDH) est essentiel pour préserver la légitimité, la crédibilité et l'image publique de l'ONU et pour garantir le respect de la Charte et des obligations de l'organisation en vertu du droit international. L'ONU attend de toutes les forces de sécurité non onusiennes qu'elles respectent la Politique de diligence voulue en matière de droits humains.

La Politique de diligence voulue en matière de droits humains décrit les mesures que l'ONU doit mettre en œuvre pour s'assurer que les organisations avec lesquelles elle envisage de travailler sont dignes de confiance.

Cette politique datée de 2013 stipule que toutes les entités de l'ONU doivent s'assurer que le soutien qu'elles apportent aux forces non onusiennes :

- Respecte la Charte
- Satisfait aux responsabilités de l'ONU en matière de respect et de promotion du DIDH, du DIH et du droit international des réfugiés.

La Politique de diligence voulue exige de l'ONU qu'elle prenne les mesures suivantes avant de soutenir une entité non onusienne :

- Évaluer les risques que l'entité non onusienne commette des violations graves du DIH, du DIDH, du droit international des réfugiés ou du droit pénal international
- Faire preuve de transparence en ce qui concerne les obligations juridiques et les principes de l'ONU
- Mettre en place un cadre assorti de procédures pour contrôler le respect des obligations
- Prendre des mesures en cas de violations graves.

La politique stipule que l'ONU ne peut apporter son appui lorsque :

- Il semble exister un risque réel que l'entité non onusienne commette de graves violations du DIH, du DIDH, du droit international des réfugiés ou du droit pénal international
- Les autorités compétentes ne prennent pas les mesures correctives ou d'atténuation nécessaires.

La Politique de diligence voulue en matière de droits humains (PDVDH) est contraignante pour l'ensemble de l'ONU (et pas seulement pour les forces de maintien de la paix). Établie par le Secrétaire général, elle a été entérinée par le Conseil de sécurité à plusieurs reprises.


Toutes les entités de l'ONU qui prévoient de fournir un soutien à des forces non onusiennes doivent donc procéder à une évaluation des risques liés à la fourniture ou à la non-fourniture d'un tel appui. Cette évaluation doit tenir compte du risque que les bénéficiaires commettent de graves violations du DIH, du DIDH, du droit international des réfugiés ou du droit pénal international. En outre, l'ONU doit se demander s'il existe des mesures d'atténuation susceptibles de réduire le risque de violations (par ex., en renforçant la formation ou en privant les unités problématiques du soutien qu'elles sollicitent).

La PDVDH sert à s'assurer que l'ONU ne soutient pas et ne collabore pas avec des éléments du pays hôte qui sont impliqués dans de graves violations du DIH, du DIDH, du droit international des réfugiés ou du droit pénal international.

La politique vise à exonérer l'ONU de toute responsabilité juridique liée à l'aide involontaire apportée à des violations commises par d'autres. Le fait de distinguer l'ONU des forces étatiques impliquées dans des violations graves permet également de protéger la réputation et l'impartialité perçue de l'ONU.

### Diapositive 18



2.3 Droits humains 

**Application de la PDVDH**

**Tout soutien de l'ONU à des forces de sécurité non onusiennes doit se conformer à la PDVDH. Cela comprend les activités suivantes :**

- Mener des opérations conjointes
- Planifier l'aide
- Partager des renseignements
- Proposer des formations
- Renforcer les capacités
- Assurer un mentorat
- Assurer une coopération technique
- Proposer un soutien administratif

MFBDP de l'ONU 2025 Diapositive 18

Tout soutien apporté par l'ONU à des forces de sécurité non onusiennes doit se conformer à la PDVDH. L'appui apporté par les opérations de paix comprend les éléments suivants :

- Mener des opérations conjointes
- Planifier l'aide
- Partager des renseignements
- Proposer des formations
- Renforcer les capacités
- Assurer un mentorat
- Offrir une coopération technique



- Offrir un soutien administratif.

Certains domaines sont exemptés :

- La formation et l'engagement sur le droit international humanitaire et les droits humains
- Le soutien à la médiation (par ex., transport des agents vers les lieux de négociation de paix)
- Les rapatriements sanitaires.

La PDVDH couvre également le soutien apporté aux organisations régionales, par exemple le soutien aux opérations de maintien de la paix et de sécurité de l'Union africaine. Les missions ont mis en place des équipes spéciales et des instructions permanentes pour évaluer les risques, coordonner l'engagement avec les entités soutenues et concevoir des mesures pour atténuer les menaces. Le personnel civil et militaire qui travaille avec les forces du pays hôte doit se tenir au fait des dispositions spécifiques à la mission. La mission collabore avec les partenaires du pays hôte afin de ramener le risque de violations à un niveau acceptable. Toutefois, si les bénéficiaires de l'aide fournie continuent de commettre des violations graves, la mission peut être amenée à suspendre temporairement ou à retirer complètement son appui.



### Exemple – La MINUSCA

En 2023, la MINUSCA travaillait en étroite collaboration avec le gouvernement afin de prévenir les violations commises par les forces de sécurité nationales et de lutter contre ce type de dérive. Le RSSG a engagé un dialogue au plus haut niveau avec le président et le premier ministre afin de les informer de la décision de suspendre ou de retirer l'appui de l'ONU aux entités de sécurité non onusiennes. Le RSSG a également mené un dialogue avec les autorités de la République centrafricaine sur la mise en œuvre de la PDVDH et partagé les décisions clés avec les partenaires extérieurs, le cas échéant (par exemple avec l'Union africaine (UA), qu'il a associée à la mise en œuvre des principales mesures d'atténuation).



**Conseils aux formateurs :** *D'autres enseignements tirés du Module 2 détaillent les différents axes d'application des politiques en matière de droits humains dans le cadre des opérations de maintien de la paix de l'ONU et abordent les questions de protection et de femmes, paix et sécurité. Les enseignements tirés de cette leçon doivent être appliqués au reste de la formation.*

## Politique de l'ONU sur les vérifications des personnels de l'ONU du point de vue des droits humains, 2012

### Diapositive 19



2.3 Droits humains 

**Politique de l'ONU en matière de sélection du personnel de l'ONU du point de vue des droits humains**

- Les États Membres doivent mener des vérifications sur l'ensemble du personnel qu'ils désignent ou envoient à l'ONU
- Les personnes qui souhaitent travailler pour l'ONU doivent confirmer qu'elles n'ont pas commis de crimes ni violé le droit international
- Le Secrétariat de l'ONU gère une plateforme d'échange d'informations afin de sélectionner les candidats et les personnes nommées sur la base de leur conduite en matière de droits humains

*La Politique de 2012 garantit que l'ONU ne puisse embaucher que des collaborateurs irréprochables du point de vue de l'intégrité*

MFBPD de l'ONU 2025 Diapositive 19

La Politique de 2012 garantit que l'ONU ne puisse embaucher que des collaborateurs irréprochables du point de vue de l'intégrité.

- Les États Membres qui nomment ou envoient des effectifs à l'ONU doivent les sélectionner et certifier qu'aucun d'entre eux n'a commis de crimes ni enfreint le DIDH ou le DIH.
- Les personnes qui souhaitent travailler pour l'ONU doivent confirmer qu'elles n'ont pas commis de crimes ni violé le droit international.
- Le Secrétariat de l'ONU gère une plateforme d'échange d'informations afin de sélectionner les candidats et les personnes nommées sur la base de leur conduite en matière de droits humains.

### Politique de l'ONU sur les droits de l'homme dans le cadre des opérations de maintien de la paix et des missions politiques (2011)

La politique de 2011 s'applique également aux opérations de maintien de la paix de l'ONU. Elle a été signée conjointement par les ancêtres du Département des opérations de paix (DPO), du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix (DPPA), du Département de l'appui aux opérations (DAO) et du HCDH. Cette politique régit l'intégration des thématiques relatives aux droits humains dans les opérations de maintien de la paix et les MPS de l'ONU.

L'objectif consiste à maximiser l'effet des actions de l'ONU pour :

- Traiter dimensions des conflits liées aux droits humains
- Poser les jalons d'une paix durable.

La politique stipule que :

- Il incombe à tous, à commencer par le RSSG/CDM et les hauts responsables de la mission, de veiller à la promotion, à la protection et au respect des droits humains
- Les composantes Droits de l'homme des missions ou le HCDH aident et conseillent le RSSG/CDM
- Le HCDH fournit des conseils d'expert et un soutien aux composantes Droits de l'homme
- Tout le personnel de maintien de la paix doit comprendre et respecter le DIDH et le DIH
- Toutes les tâches de maintien de la paix doivent assurer le respect, la promotion et la protection des droits humains
- Différentes composantes de la mission ont des rôles spécifiques en matière de droits humains.

## Clôture de la leçon

### Diapositive 20



**Conseils aux formateurs :** Si vous en avez le temps, résumez la leçon en rappelant le but et les objectifs de l'apprentissage. Précisez que les messages clés soutiennent les objectifs de l'apprentissage. Demandez aux participants s'ils ont des questions. Veillez à distribuer le document « Résumé des messages clés » à tous les participants.

### Document – Résumé des messages clés

**Message clé n°1 :** Les droits humains sont des droits inhérents (permanents et essentiels) à tous les êtres humains, quels que soient leur nationalité, leur lieu de résidence, leur sexe, leur orientation sexuelle et leur identité de genre, leur origine nationale ou ethnique, leur couleur de peau, leur religion, leur langue ou tout autre statut (voir Leçon 1.4). Nous avons tous le droit d'exercer nos droits humains sans discrimination et sur un pied d'égalité.

**Message clé n°2 :** Les violations des droits humains sont différentes des atteintes aux droits humains. Les agents de maintien de la paix de l'ONU doivent connaître et reconnaître la différence entre les deux concepts.

**Message clé n°3 :** Le cadre juridique pour la promotion et la protection des droits humains dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU comprend les éléments suivants, qui soulignent le caractère central et légitime des droits humains dans toutes les activités de l'ONU.

- Charte des Nations Unies
- Droit international relatif aux droits de l'homme (DIDH)
- Droit international humanitaire (DIH)
- Résolutions du Conseil de sécurité.

**Message clé n°4 :** Les droits humains sont au cœur du travail de l'ONU. La paix et la sécurité, le développement et les droits humains dépendent les uns des autres et se renforcent mutuellement.

**Message clé n°5 :** Dans ses travaux, l'ONU soutient la promotion, la protection et le respect des droits humains au sein d'un pays. Cela s'applique aux opérations de maintien de la paix de l'ONU dans leur ensemble et à l'ensemble du personnel de maintien de la paix.

**Message clé n°6 :** S'il est témoin d'une violation des droits humains ou d'une atteinte aux droits humains, l'agent de maintien de la paix doit, dans la mesure du possible, intervenir.

**Message clé n°7 :** La composante Droits de l'homme fait partie de la composante civile d'une mission de maintien de la paix de l'ONU. Elle conseille et assure la coordination des questions relatives aux droits humains.

**Message clé n°8 :** Toutes les composantes d'une mission contribuent à la protection des droits humains dans leurs tâches quotidiennes.

**Message clé n°9 :** Le respect des droits humains est au cœur du travail de la police de l'ONU dans le cadre des opérations de maintien de la paix. Ce rôle peut inclure des travaux de mentorat, de vérification et de conseil, d'enquête, d'élaboration de rapports et d'intervention.

**Message clé n°10 :** Les militaires chargés du maintien de la paix contribuent de manière essentielle au mandat d’une mission en matière de droits humains en garantissant un environnement sûr, la protection physique et l’élaboration de rapports et le suivi des droits humains, et en soutenant les composantes et partenaires en matière de droits humains.

**Message clé n°11 :** Le Haut-commissariat de l’ONU aux droits de l’homme (HCDH) est le principal organe responsable de la promotion et de la protection des droits humains au sein du système de l’ONU. Son mandat émane de l’Assemblée générale de l’ONU. Le Conseil des droits de l’homme est un autre élément important du mécanisme de protection des droits humains de l’ONU.

**Message clé n°12 :** Les politiques et principes de l’ONU orientent les travaux sur les droits humains. Les politiques et principes directeurs actuels comprennent *l’Appel à l’action en faveur des droits humains* du Secrétaire général, la Politique de diligence voulue en matière de droits humains (PDVDH) et la Politique de l’ONU sur les vérifications des personnels en matière de droits humains.

**Message clé n°13 :** Le respect de la Politique de diligence voulue en matière de droits humains (PDVDH) est essentiel pour maintenir la légitimité, la crédibilité et l’image publique de l’ONU et pour garantir le respect de la Charte et des obligations de l’organisation en vertu du droit international. L’ONU attend de toutes les forces de sécurité non onusiennes qu’elles respectent la Politique de diligence voulue en matière de droits humains (PDVDH).